



Pour nous contacter : contacts@npa-dr.org

Lettre n° 384 du 18 mai 2025

Au sommaire :

- **Austérité, licenciements, militarisme, le gouvernement en fin de vie Macron-Bayrou gère les affaires du capital** - Yvan Lemaitre
- **Guerres commerciales et militaires, de négociations en pourparlers, de cessez-le-feu en faux semblants, l'hys-térie nationaliste et guerrière se répand...** - Galia Trépère

Austérité, licenciements, militarisme, le gouvernement en fin de vie Macron-Bayrou gère les affaires du capital

La prestation de Bayrou devant la commission parlementaire d'enquête sur les violences en milieu scolaire a tourné à la déroute, une série de mensonges ou le déni. Enlisé dans le marais parlementaire Bayrou s'est encore plus enfoncé dans son propre naufrage avec toute l'assurance et l'arrogance, la malhonnêteté et l'indifférence aux victimes qui sied à un ministre de Macron qui, en pleine campagne présidentielle de 2002, avait administré une gifle à un enfant lors d'un déplacement.

Le délitement de Bayrou confronté à lui-même est venu compléter le tableau d'un pouvoir en déliquescence que Macron a, malgré lui, mis en scène pendant trois heures sur TFI mardi soir, avec la même arrogance et la même impuissance, un aveu en prime time. Dupe de lui-même et de son rôle sur la scène internationale de va-t-en-guerre pacifiste, Macron a tenté de reprendre la main, entouré de faire-valoir dont Sophie Binet toute empressée de tenir son rôle, pour écrire une histoire hors sol, en confondant son baratin avec la réalité, son arrogance avec sa force, son mépris avec son autorité pour poursuivre une politique dictée et écrite par avance par le patronat et les banques ainsi que par l'Otan et les USA.

Ce gouvernement en sursis continue de faire le job et Macron a pu se féliciter de voir la France être le pays le plus attractif d'Europe pour les investisseurs étrangers du fait de sa compétitivité, c'est à dire de la rentabilité financière que permettent les conditions d'exploitation des travailleurs. Il a rejeté bien évidemment la proposition de Sophie Binet d'un référendum sur la réforme des retraites de même qu'il n'a pas repris l'idée farfelue de Bayrou d'un référendum sur les économies budgétaires drastiques. Si Macron tente de sortir du marasme en appelant au peuple par référendum, ce sera sur des questions secondaires ou en reprenant les propositions pourries de l'extrême droite d'un référendum sur l'immigration, mais rien qui laisserait croire qu'il pourrait accepter

de remettre en cause sa politique vis à vis de la finance et du patronat.

Face aux licenciements toujours plus de ca-deaux au capital

En réponse à Sophie Binet qui l'interpellait sur la liste des « 400 plans de licenciement » en cours dont ArcelorMittal, Michelin, mais aussi Auchan, Vencorex, Milee, STMicroelectronics..., avec « des entreprises qui touchent des aides publiques et qui distribuent des dividendes », « vous avez énormément de leviers entre les mains et vous refusez de les utiliser » et lui demandant de nationaliser ArcelorMittal, la réponse fut simple : pas question de nationaliser ni d'un moratoire sur les licenciements. « Je ne suis pas pour bloquer les entreprises quand elles doivent s'ajuster. » « Non, je ne vais pas nationaliser ArcelorMittal », cela n'aurait « aucun sens ». Nationaliser Arcelor en attendant un repreneur n'est certes pas une politique répondant aux besoins des travailleurs et le passé de la gauche a largement démontré comment les nationalisations pouvaient se résumer à une aide au capital, le temps nécessaire. Laisser les mains libres aux dirigeants des multinationales l'est encore moins et mettre l'État à leur service conduit à la banqueroute. Prétendre comme l'a fait Macron que la réponse dépend de la Commission européenne qui devrait bloquer les importations d'acier chinois à bas prix rejoint la politique de Trump et des différents Etats, le protectionnisme qui est le plus court chemin pour transformer la stagnation économique en récession.

Les licenciements se multiplient du fait de la course à la compétitivité et à la rentabilité financières pour le compte des actionnaires ainsi que le démontre Michelin qui supprime 1 254 emplois tout en ayant versé l'an passé 1,4 milliard d'euros de dividendes.

Il faut arrêter les subventions à fonds perdus, plus de 200 milliards par an qui ne servent qu'à subventionner les dividendes, interdire les licenciements et faire payer le capital.

C'est tout l'inverse que veut faire Macron en proposant de taxer la consommation, mettre en place une TVA sociale, pour alléger les charges qui, nous dit-il, « *pèsent sur le travail* » qu'il confond, en espérant tromper son monde, avec le capital. Et il invite les partenaires sociaux, patronat et syndicats, à débattre du financement de la protection sociale lors d'une conférence.

L'objectif est tout simplement de baisser les cotisations sociales qui renchérisse le coût du travail au détriment de la compétitivité et de diminuer dans le même temps les salaires nets au profit du capital.

L'austérité contre les travailleur·ses pour les multinationales et l'armée

Effet et complément de cette politique, la politique budgétaire que le gouvernement doit présenter d'ici au 14 juillet, vise à procéder à 40 milliards de coupes pour réduire le déficit en 2026 puis en 2027, 2028 et ainsi de suite, une politique sans fin pour deux raisons. La stagnation-récession dans laquelle est engagée l'économie mondiale exigera toujours plus d'aide et de crédit en faveur du capital pour maintenir les profits et éviter tant que cela sera possible un krach financier. Ensuite financer le militarisme et la guerre dont le coût ne peut que croître puisque la France, suivant la Pologne et l'Allemagne, s'est dite prête à se rallier à l'objectif de 5 % du Produit intérieur brut (PIB) en dépenses militaires que demande l'Otan.

Bayrou a choisi de se faire le champion de cette politique en posant à l'homme d'Etat qui ne craint pas l'impopularité, il n'a guère le choix : « *Ceux qui, chaque fois qu'ils montent à la tribune pour demander des crédits nouveaux, (...) des dépenses de l'Etat nouvelles, ceux-là trahissent l'intérêt du pays.* » Bayrou ne se grandira pas plus qu'il ne réussira à faire passer son référendum loufoque.

Il continuera à débiter des justifications mensongères pour imposer une politique qui frappe les travailleur·ses et les classes populaires mais épargne le capital et les riches.

La solidarité avec le peuple palestinien ainsi qu'avec les travailleurs d'Ukraine et de Russie, un même combat contre notre Etat

Macron, mardi soir, a exprimé son hypocrite indignation devant les souffrances que Netanyahu impose cyniquement et cruellement à la population de Gaza déportée, affamée, contrainte de subir les bombardements en qualifiant de « *honte* » la politique israélienne tout en refusant de la qualifier de « *génocide* » et sans pour autant se prononcer sur la reconnaissance d'un Etat palestinien, à laquelle il s'était dit favorable début avril. Cela a suffi pour que Netanyahu l'accuse de se « *ranger du côté d'une organisation terroriste* » !

Macron n'a pourtant pas ménagé ses efforts pour soutenir politiquement et militairement le massacre des Palestiniens, la politique de l'Etat sioniste devenu l'axe de la réaction occidentale ni pour réprimer, ici, les soutiens de la cause palestinienne accusés d'apologie du terrorisme ou d'antisémitisme ou en engageant la dissolution de deux organisations, Urgence Palestine et la Jeune Garde Antifasciste. Mais il lui est bien difficile de vouloir faire la guerre en Ukraine pour imposer la paix sans au moins s'indigner des crimes contre les Palestiniens pour lesquels il porte une lourde responsabilité.

C'est bien pourquoi la solidarité avec le peuple palestinien est une politique internationaliste qui passe par la lutte contre notre propre bourgeoisie, notre propre Etat de la même façon que la solidarité avec les populations ukrainiennes et russes.

Les travailleurs ont besoin d'affirmer leur propre programme politique

Ce gouvernement en sursis, discrédité politiquement et moralement ne se survit que parce que l'ensemble des forces politiques parlementaires elles-mêmes déstabilisées par la situation tant nationale qu'internationale sont dans l'attentisme, round d'observation avant que ne s'engagent les batailles électorales avec les municipales en 2026 et la présidentielle de 2027. Ce gouvernement tient parce qu'aucune force d'opposition en particulier le RN ne veut arriver au pouvoir alors que la situation échappe à tous les partis parlementaires divisés par les rivalités et ambitions personnelles et surtout sans politique face à la guerre commerciale et militaire qui bouscule le capitalisme mondialisé. Le Trump à la française a du mal à émerger, la bourgeoisie et les institutions de ce pays n'ont pas d'autre réponse à leur crise que l'attentisme en poursuivant leur politique réactionnaire mais la situation devra bien se dénouer d'une façon ou d'une autre.

La gauche parlementaire est impuissante, le Nouveau Front Populaire est divisé sans politique et sans force, bien embarrassé à la simple idée d'accéder au gouvernement et LFI s'est repliée dans une condamnation impuissante du système, se contentant d'en être la mauvaise conscience parlementaire pour s'attirer les foudres de la pire réaction raciste et xénophobe, la vieille droite clérical des Retaillieu et Wauquiez, raciste et xénophobe prise de peur devant un monde qui lui échappe.

Le mouvement ouvrier est lui aussi dans l'attentisme paralysé par la dissolution des directions des appareils syndicaux dans les institutions sociales, le conclave ou autres structures de dialogue et collaboration.

Le désarroi engendre une forme de passivité alors que le mécontentement, la colère, la révolte sont forts.

En réalité, chacune et chacun comprend bien qu'il ne sera pas possible d'en rester là, que c'est dès maintenant, sans attendre que l'extrême droite ait tous les moyens de sa politique, qu'il faudrait rentrer dans la bataille, en prendre l'initiative, c'est à dire surmonter le désarroi, tirer

les leçons du passé, du recul et des échecs en nous organisant autour d'un programme de lutte pour nos droits et changer le monde.

Toutes nos exigences, nos inquiétudes convergent vers une même idée, un même combat, leur société a fait son temps, leur système est en voie de faillite, nous ne sommes pas dans le même bateau, nous n'avons aucune solidarité avec les organisateurs du naufrage. Nous ne serons pas les soldats de leurs guerres économiques et militaires mais nous serons les militants d'un autre ordre

social, solidaire, fraternel, fondé sur la coopération des travailleurs et des peuples.

La lutte contre le chômage, pour l'interdiction des licenciements, contre l'austérité, pour la démocratie, contre le racisme et le militarisme, la guerre, convergent dans un même combat pour en finir avec la domination d'une minorité parasite et changer le monde. Le combat pour nos droits et exigences s'inscrit dans le combat révolutionnaire pour le socialisme, un seul et même programme de solidarité et d'unité de classe.

Yvan Lemaitre

Guerres commerciales et militaires, de négociations en pourparlers, de cessez-le-feu en faux semblants, l'hystérie nationaliste et guerrière se répand...

« *Le monde reprend son souffle* », écrivait lundi dernier l'éditorialiste des Echos alors que les Etats-Unis et la Chine venaient de conclure une trêve de 90 jours à partir du 14 mai dans la guerre commerciale entre les deux pays déclenchée par Trump. Les Etats-Unis se sont engagés à ramener leurs droits de douane sur les importations chinoises de 145 % à 30 %, la Chine de 125% à 10% sur les importations américaines.

Cette reculade de Trump a réjoui les marchés financiers, repartis à la hausse, mais elle ne change en rien sa feuille de route. Les Etats-Unis n'ont pas changé de politique, simplement ont-ils dû s'incliner devant la réalité de leurs liens d'interdépendance économique avec la Chine et les capacités de celle-ci à retourner la situation en sa faveur.

Ce rétropédalage, partiel et limité dans le temps, des Etats-Unis, est une nouvelle illustration des contradictions inextricables auxquelles se heurtent les folles ambitions de Trump, les contradictions en réalité du capitalisme incapable de dépasser l'impasse que représentent le protectionnisme et le nationalisme économique à l'heure de la mondialisation, impasse à laquelle la politique de la première puissance mondiale se voudrait la réponse alors qu'elle en est un facteur aggravant, menaçant l'ensemble de la planète.

Le bras de fer engagé le 2 avril dernier par Trump en annonçant la hausse des tarifs douaniers américains a une fonction et une signification qui dépassent le simple terrain de la politique commerciale. L'Etat américain engage une lutte qui vise à mobiliser toutes ses forces pour permettre à Wall Street de satisfaire ses besoins, ceux du capital qui exige toujours plus de plus-value.

La dictature de Trump est celle de l'accumulation capitaliste à l'échelle mondiale. Elle vise ses concurrents, les autres Etats y compris ses alliés, les capitaux étrangers, et elle vise principalement le prolétariat américain mais aussi mondial ainsi que toutes les classes populaires.

Elle fait appel à toutes les armes de la lutte de classe, guerre sociale, guerre commerciale, guerre militaire.

L'activisme désordonné de Trump tant diplomatique, militaire, social qu'idéologique est l'expression de cette politique, apanage de l'extrême droite, politique qui improvise et se cherche mais dont les objectifs et l'axe sont clairement définis.

Trump, un démagogue au service de l'offensive du capital américain

En définitive, ce « choc » volontaire sur l'économie mondiale est une tentative d'envergure d'imposer une reconfiguration des rapports de force entre les Etats et, au sein même du capitalisme financiarisé, entre les bourgeoisies et le prolétariat, dont elles voudraient faire le fantassin de leur guerre économique, commerciale et militaire, en le soumettant au nationalisme. Les Etats-Unis en sont le moteur comme ils le furent à l'époque de Nixon en 1971 ou de Reagan en 1979.

Leur volonté de remodeler les rapports internationaux inclut l'ensemble des nations entraînées dans la concurrence mondialisée tout en préservant les acquis de la mondialisation, quadrature du cercle impossible, contradiction insoluble entre l'internationalisation de la production et les intérêts nationaux de chaque bourgeoisie, les frontières, qui conduit le capitalisme à la faillite.

Elle inclut aussi, bien sûr et en premier lieu, le nouvel acteur mondial qu'est le prolétariat moderne formé à travers la mondialisation dont le développement et les prises de conscience ouvrent la seule perspective pour l'humanité, la lutte révolutionnaire pour le socialisme.

La « *méthode Trump* » correspond à cette politique, pragmatique, la recherche d'un rapport de force négocié à travers la guerre commerciale et militaire pour construire à leur avantage d'improbables accords dans un monde à la dérive.

L'objectif en serait, d'après le scénario construit dans l'entourage de Trump, une baisse du dollar qui, en facilitant les exportations américaines contribuerait à relancer le secteur industriel aux Etats-Unis et à réorienter vers eux

la demande du reste du monde. La perte de confiance qui en résulterait pour les titres de la dette américaine, que Moody's n'a pas tardé à enregistrer en baissant sa note, pourrait être compensée par l'allongement de leur échéance, transformant ceux-ci en actifs de réserve, ce qui permettrait d'éviter la volatilité des marchés financiers...

Un scénario qui a des allures de plan cohérent, mais qui est bien improbable comme le montrent les conséquences du « choc » du 2 avril.

La volonté des USA de conquérir l'hégémonie mondiale est vouée à l'échec et ne peut entraîner que le chaos généralisé. La seule politique possible pour le capital ne peut déboucher que sur une instabilité croissante, l'exacerbation de la concurrence, la mondialisation de la guerre à travers une multiplication des conflits, une exploitation croissante du prolétariat et la montée du nationalisme et de la xénophobie dont les effets dramatiques se manifestent et se déploient dans le monde.

Le génocide de Gaza s'inscrit dans cette offensive américaine, une impasse sanglante

Le génocide de Gaza n'est pas un événement accidentel, causé par des choix politiques erronés, ou la seule continuité de la guerre coloniale sans fin menée par l'État israélien, il s'inscrit dans cette offensive des Etats-Unis et de leurs alliés occidentaux qui ont armé, soutenu et justifié de bout en bout, quelles que soient leurs indignations hypocrites passagères, l'entreprise de Netanyahu, la famine provoquée volontairement par le blocus complet de la bande de Gaza depuis plus de deux mois, le nettoyage ethnique et le meurtre de masse.

L'aval qu'ils ont donné à la barbarie de la guerre israélienne dirigée par un gouvernement fascisant, la banalisation du génocide des Gazaouis créent un précédent, décomplexent et encouragent le racisme et la xénophobie, habituent leurs populations à accepter l'insoutenable.

Pour les Etats-Unis, il s'agit d'asseoir leur mainmise sur le Moyen-Orient, un élément essentiel dans leurs préparatifs à la guerre mondialisée dont la Chine est la cible principale, et pour cela, de s'appuyer sur les pouvoirs les plus réactionnaires de la région. Outre Israël, les monarchies pétrolières.

Au cours de la tournée qu'il effectuait au Moyen-Orient cette semaine, reçu par l'Arabie saoudite, le Qatar et les Emirats arabes unis, dont il a ramené des centaines de milliards de contrats et de promesses d'investissements au bénéfice de Boeing, de l'industrie militaire, des géants de la tech américaines... et de sa propre famille, Trump a également annulé les sanctions contre la Syrie et adoubé son nouveau chef islamiste, Ahmed El-Charaa.

Mais il n'avait prévu aucun arrêt en Israël dont il avait autorisé explicitement peu de temps auparavant la dernière offensive en cours de l'armée israélienne, destinée à occuper toute la bande de Gaza et qui a déjà fait plusieurs centaines de morts en quelques jours. La bande de Gaza, a-t-il réaffirmé cyniquement au Qatar, devrait revenir aux Etats-Unis qui en feraient une « zone de liberté ». Une

façon de garder Israël, sans cesser jamais de soutenir sa guerre génocidaire, à sa place, celle de peuple soldat de la première puissance capitaliste mondiale.

Les Etats-Unis veulent profiter du rapport de force créé par la guerre d'Israël pour consolider leurs liens avec les Etats arabes les plus riches et les plus corrompus, dans la continuité des accords d'Abraham de 2020 contre les travailleurs et les classes populaires arabes. Ils affichent ainsi, comme par le soutien ouvert donné au génocide des Palestiniens, leur tournant ultra-réactionnaire.

Europe-Amérique-Russie, bluff et cynisme au mépris du sang des peuples

L'annonce en début de semaine de pourparlers de paix en Ukraine, avec la tenue, même, d'une possible première rencontre au sommet jeudi à Istanbul entre Poutine, Trump, Zelensky s'est dégonflée comme un ballon de baudruche. Il n'était plus question jeudi soir que d'une éventuelle rencontre le lendemain, sans les chefs d'État, et les deux délégations, russe et ukrainienne, qui se sont réunies vendredi à Istanbul n'ont fait que réaffirmer leurs désaccords.

Les seules avancées réelles de négociations ont été celles tenues antérieurement entre les Etats-Unis et l'Ukraine pour organiser le dépeçage des richesses ukrainiennes et les profits de la reconstruction du pays ravagé par la guerre.

Sur le terrain, soldats ukrainiens et russes continuent à mourir pour quelques kilomètres carrés arrachés au camp ennemi et les civils, en premier lieu ukrainiens mais aussi russes, subissent les bombardements et les attaques incessantes de drones.

Les perspectives improbables de trêve ou de cessez-le-feu, sans même parler de paix, n'ont été que des faux-semblants destinés à préparer l'accentuation du militarisme guerrier, et de la guerre elle-même.

C'est ainsi qu'affichant leur « *soutien sans faille* » à l'Ukraine, lors du sommet de Kiev le week-end dernier, plusieurs chefs d'Etats européens dont Macron et le britannique Starmer, se sont dits prêts à former une « *coalition des volontaires* » qui enverraient des troupes en Ukraine pour « *sécuriser* » un accord de cessez-le-feu.

Des mots pour l'instant, tant les désaccords entre les Etats de l'Union européenne sont nombreux, mais une façon de préparer l'opinion à l'engagement de troupes, présenté de façon mensongère et cynique comme une expédition sans danger, presque joyeuse et hautement morale.

La veille, le 9 mai, Macron avait signé un traité de défense et d'assistance mutuelle avec la Pologne, qui consacre déjà 4,12 % de son PIB à la défense, le pourcentage le plus élevé de l'Otan. Et jeudi dernier, lors du sommet de l'Otan consacré à l'augmentation des dépenses militaires de ses membres, la France et l'Allemagne se sont dites prêtes à augmenter leurs budgets militaires jusqu'aux 5 % du PIB que leur réclame Trump, lequel a annoncé que les Etats-Unis ne se désengageraient pas de l'Otan.

Menace de guerre au Cachemire, nouvelle étape dans la mondialisation de l'hystérie nationaliste et guerrière

Depuis l'attaque d'un groupe terroriste, branche d'un mouvement islamiste pakistanais armé, qui a fait 26 morts parmi des touristes indiens le 22 avril au Cachemire, l'Inde et le Pakistan, puissances nucléaires rivales de l'Asie du Sud, sont entrées en guerre. La nuit du mardi au mercredi 7 mai, l'Inde a lancé son opération intitulée «Sandoor», du nom de la poudre vermillon appliquée sur le front des hindous, après avoir annoncé la fermeture de l'unique point de passage terrestre entre les deux pays ainsi que la suspension du traité de partage des eaux du fleuve Indus, qui date de 1960.

Si un cessez-le feu a été conclu le 10 mai avec la bénédiction des USA, la menace d'une guerre globale persiste du fait des surenchères nationalistes, suprémacistes hindoues entretenues par le Premier ministre indien Modi et son parti d'extrême droite, le Parti du peuple indien, BJP, qui rendent le Pakistan responsable de l'attentat malgré les dénégations de ce dernier. Modi déclarait lundi lors d'un meeting : « *Nous avons simplement suspendu nos mesures de représailles contre les camps terroristes et militaires pakistanais* ». Les militaires pakistanais lui font écho affirmant que les hindous sont et ont toujours été l'ennemi.

Cette guerre est un héritage du colonialisme britannique. Le Cachemire est né quand l'Inde est devenue indépendante après la Seconde Guerre mondiale et a été partagée entre l'Inde à majorité hindoue et le Pakistan à majorité musulmane dont faisait partie le Pakistan oriental, devenu le Bangladesh après la guerre de 1971. Il a eu un statut d'autonomie qui devait lui permettre de décider de son sort par référendum, référendum qui n'a jamais eu lieu.

Il est aujourd'hui divisé entre l'Inde, le Pakistan, la Chine, celle-ci en ayant intégré en 1962 une partie. Modi a supprimé, en 2019, l'autonomie constitutionnelle dont il jouissait depuis 1947. La répression qui a suivi contre les musulmans et les militants de l'indépendance du Cachemire a nourri la lutte armée qui s'est tournée vers l'islamisme.

La montée des tensions internationales rend la situation plus dangereuse que jamais. Les États-Unis soutiennent, contre la Chine, l'Inde de Modi. Ce dernier a tout intérêt à maintenir le climat de tensions religieuses et nationalistes pour assurer son pouvoir et préparer l'Inde à jouer son rôle dans le jeu des rapports de force entre puissances capitalistes monnayant son influence vis-à-vis des USA tout en ménageant la Chine.

La Chine a établi des liens avec le Pakistan, en investissant des dizaines de milliards de dollars dans les ports et les infrastructures dans le cadre des projets de corridor économique Chine-Pakistan. L'escalade dans l'hystérie nationaliste attisée par une concurrence mondialisée exacerbée entre les USA et la Chine et sur l'ensemble du globe rend une nouvelle guerre possible si ce n'est probable,

une nouvelle étape de la mondialisation de la guerre qui engagerait la Chine et les puissances régionales mais aussi les USA au risque d'une guerre nucléaire.

Vers le chaos du capitalisme mondialisé

La propagande occidentale voudrait résumer les tensions internationales à la menace que représenteraient la Russie de Poutine et la Chine de Xi Jinping.

Cette vision prétend justifier le militarisme en ravivant les souvenirs des deux premières guerres impérialistes de 1914-18 et de 1939-45 comparant Poutine à Hitler. Elle est dans la continuité de la propagande des vieilles puissances impérialistes depuis la dénonciation du péril communiste puis du terrorisme... Une propagande qui masque la nature belliciste de leur politique pour la justifier. Et c'est bien leur politique qui est dans la continuité des deux guerres mondiales par leur volonté d'imposer leur domination dépassée et rejetée au monde. La mondialisation de la guerre ne veut pas dire la répétition de l'histoire. Les luttes de libération nationales qui ont suivi la deuxième guerre mondiale ont contribué à bouleverser l'ordre mondial pour mettre fin à l'ère impérialiste dont est issu le capitalisme financiarisé mondialisé, un monde multipolaire dans lequel l'ensemble des puissances capitalistes sont emportées dans la folie de la guerre économique et du militarisme.

La discussion est importante du point de vue de la réalisation possible des perspectives révolutionnaires socialistes. Celles-ci, au siècle dernier, n'avaient pas abouti pour enrayer le déferlement guerrier et barbare de l'impérialisme mais elles sont portées aujourd'hui par de profondes transformations qui ont exacerbé les contradictions du capitalisme au point d'exclure la possibilité d'une nouvelle guerre inter-impérialiste pour le partage et la domination du monde. Ou du moins, sous une forme difficile à imaginer si elle avait lieu, cataclysmique, qui mettrait en danger l'existence même de l'humanité.

En revanche, l'évolution du capitalisme financiarisé mondialisé ouvre une période de désorganisation, d'affaiblissement voire d'effondrement du capitalisme qui ouvre des possibilités révolutionnaires pour le prolétariat mondial radicalement nouvelles. Pour la première fois de l'histoire, la mondialisation et la crise historique du capitalisme se combinent pour créer les conditions d'une révolution mondiale.

Plutôt que de voir l'avenir comme une répétition du passé, il faut voir dans le développement de la société la maturation des conditions d'un ordre social nouveau, le socialisme et le communisme.

Contre la guerre, le militarisme et le nationalisme, « *Prolétaires de tous les pays, unissons-nous !* »

La politique du choc engagée par les USA, le cynisme et l'irresponsabilité des dirigeants de leur monde, leur mépris des peuples et des travailleurs s'affichent sans retenue aux yeux des populations du monde entier, rendant

lisible et intelligible le caractère parasitaire, réactionnaire et insupportable de l'oligarchie capitaliste.

Si les USA jouent un rôle moteur dans cette course à l'abîme, une étrange complicité se manifeste entre les tyrans rivaux et complices. La macabre négociation autour des richesses du sol de l'Ukraine en est l'expression au même titre que l'indifférence au sort des Gazaouis.

Trump, Poutine, Netanyahou, Xi Jinping, Macron sont des alliés et même des partenaires pour piller et se partager le monde et surtout pour faire table rase de tout ce que l'humanité et le monde du travail ont pu conquérir comme droits et libertés par leurs luttes.

Les capitalistes et milliardaires du monde entier s'allient ostensiblement avec la racaille obscurantiste, raciste, fas-

cisante afin de faire front, ensemble contre les révoltes que leur politique ne peut manquer de provoquer.

Mais ils sont incapables, quoique interdépendants et solidaires contre les peuples et les exploités, de dépasser leurs rivalités à l'image de ces fous d'Europe, les vieilles puissances colonialistes, qui avaient mis le monde à feu et à sang lors des deux guerres mondiales du siècle dernier.

Ainsi mûrissent les conditions pour l'intervention directe des prolétaires, des exploités, des opprimés, une irruption des masses pour décider du sort de l'humanité et de la planète et les délivrer du carcan barbare de la propriété capitaliste.

Galia Trépère